

sport

Activités physiques et sportives, santé publique, prévention des conduites dopantes

Patrick Aeberhard et Pierre-Henri Bréchat (dir.)

Rennes : Éditions de l'ENSP, octobre 2003, 303 p., 32 euros.

Depuis toujours la pratique sportive et l'exercice physique régulier sont reconnus comme des éléments déterminants de la santé des populations. Depuis toujours l'usage de substances dopantes a fait l'objet d'une attention de la part des autorités. Mais ce n'est que récemment que ces deux approches ont été intégrées assez naturellement : les publics sont identiques, les excès de l'un conduisent aux pratiques nocives de l'autre, la prévention des conduites dopantes passe par la pratique récréative du sport.

La construction d'un programme national de promotion de la santé par les activités physiques et sportives et de prévention des conduites dopantes était donc dans l'ordre naturel des choses. Initié par deux ministres de la Santé et deux ministres des Sports ce programme a été animé par les éditeurs de cet ouvrage qui ont, pour ce faire, mobilisé toute l'expertise existant dans ce champ. Car les bonnes intentions ne suffisent pas en la matière, il faut partir des connaissances acquises et

bien délimiter les questions qui restent posées. Si la pratique d'activités physiques et sportives est devenue un phénomène de société (une personne sur deux), sait-on comment ces activités participent à la promotion de la santé d'une population ? Sont-elles équitablement réparties dans la population ? Gagnent-elles à être encadrées par des programmes régionaux de santé ? Les usagers y trouvent-ils leur compte entre les institutionnels et les financeurs ? Comment ces activités sont-elles encadrées actuellement en France, depuis les clubs communaux jusqu'au sport de compétition ? Toutes ces questions sont traitées et bien d'autres en plus, dans la première partie de l'ouvrage qui décrit le champ commun de la santé publique et de la pratique sportive.

Les activités sportives et conduites dopantes, qui sont le thème central de l'ouvrage, interfèrent sur de nombreux points : elles peuvent être pathogènes les unes comme les autres. Mais leurs effets

peuvent aussi se renforcer : il y a différents chemins qui mènent du sport au dopage, du dopage aux toxicomanies. Les pratiques de prévention du dopage ont permis de repérer des situations à risques dans différentes configurations internationales, pour répondre aux défis du contexte actuel — où toutes les informations sur les produits dopants sont disponibles sur les sites Internet. Parmi ces programmes menés à l'étranger, nombreux sont ceux qui accordent une attention particulière aux adolescents et à leurs opinions vis-à-vis de la pratique sportive et du dopage. Tout cela fait l'objet de la seconde partie.

L'ensemble de ces témoignages d'experts et d'usagers débouche sur des recommandations ciblées sur les activités physiques et sportives, recommandations qui ont largement été reprises dans la rédaction du programme national d'action sur ce sujet.

L'ouvrage d'Aeberhard et Bréchat est utile et novateur à plusieurs égards. D'abord, c'est une synthèse des savoirs dans ce

domaine. Ensuite, c'est un modèle de méthodologie de construction d'un programme de santé : témoignages d'experts et d'usagers, présentation d'expériences exemplaires de promotion de la santé par les activités physiques et sportives, recommandations pour l'action, puis formulation d'objectifs et de méthodes susceptibles de traiter le problème. Enfin, c'est le seul ouvrage qui montre la construction d'un programme national de santé.

La qualité et l'opérationnalité des contributions autant que l'importance de ce sujet en santé publique nous conduisent à recommander la lecture d'*Activités physiques et sportives, santé publique, prévention des conduites dopantes*, notamment à ceux qui s'engagent dans ce type de programme... En attendant que cet ambitieux programme de santé publique, parrainé par deux ministres, soit complètement mis en œuvre.

Alain Jourdain

Membre du comité de rédaction
d'adsp, Lapss/ENSP

établissements sociaux et médico-sociaux

Les établissements et services médico-sociaux pour enfants et adolescents handicapés : activité, clientèle et personnel au 31 décembre 2001

Solveig Vanovermeir,
Dominique Bertrand

Drees, série statistiques, n° 71,
novembre 2004. Paris, La Documentation française, 2004, 341 pages.

Le champ de cette enquête ES 2001 de la Drees comprend

les établissements d'éducation spéciale en faveur des jeunes handicapés et les services d'éducation spéciale et de soins à domicile, qui interviennent également en faveur de ces populations, en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer. Cette enquête fournit un inventaire des établissements et des services médico-sociaux (activité, localisation...), une description des jeunes accueillis (sexe, âge, département d'origine, déficience principale, déficience associée...), une description des jeunes sortis au cours de l'année 2001 (sexe, âge, déficience, activité après

la sortie, hébergement après la sortie...), une présentation des principales caractéristiques du personnel en place dans ces établissements et services (sexe, âge, statut, fonction...).

maladie d'Alzheimer

Accompagner les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer et de troubles apparentés : donner du sens aux pratiques

Fondation Médéric Alzheimer, guide repères, juillet 2004, 160 pages, 15 euros.

Ce « guide repères » de la Fondation Médéric Alzheimer a pour objectif de valoriser et de favoriser les initiatives qui concourent à l'amélioration des conditions de vie des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer à domicile ou en établissement. Il souhaite donner du sens aux pratiques des aidants, des professionnels et des bénévoles familiaux, en analysant les méthodes et les expériences de terrain menées au cours de ces trois dernières années en France et à l'étranger, et en les reconnaissant comme enseignements pour l'avenir.

biotechnologie

La place des biotechnologies en France et en Europe

Jean-Yves Le Déaut

Rapport, Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, n° 2046, Assemblée nationale, n° 158, Sénat, janvier 2005, 436 pages, 9,50 euros.

Ce rapport met l'accent sur la nécessité de faire, de la recherche des sciences de la vie et des biotechnologies, une priorité de politique volontariste non seulement en France mais aussi en Europe, et d'en reconnaître la dimension stratégique. Si la compétence scientifique est reconnue et est présente, la confiance est plus difficile à établir lorsqu'il s'agit de passer à l'application surtout dans le domaine des biotechnologies : les OGM dans l'agriculture en sont une illustration. Jean-Yves Le

Déaut analyse dans ce rapport les enjeux que peuvent représenter les avancées biotechnologiques tout en insistant sur la nécessité d'en étudier les éventuelles retombées et d'en surveiller les effets, comme pour toute nouvelle technique mise à l'essai. Il aborde ensuite dans une deuxième partie, la nécessité d'identifier les leviers essentiels d'un développement des biotechnologies (financements, investissements, partenariats public/privé), avant de conclure sur la crainte qu'un retard européen en matière de biotechnologies ne conduise à des investissements élevés dans les biotechnologies étrangères (notamment celles des sociétés pharmaceutiques des États-Unis). À la suite de ce rapport, quinze recommandations comprenant soixante-trois propositions sont présentées.

indicateur social

France, portrait social

Insee, statistique publique, octobre 2004, 272 pages, 15 euros.

Cet ouvrage de l'Insee propose un vaste tableau du portrait social de la France lié aux facteurs de la croissance ou du ralentissement dans les domaines de l'emploi, du chômage, des salaires, de la consommation, des revenus, de la protection sociale, de la redistribution, de l'éducation et de la démographie. L'édition de 2004-2005 s'interroge plus particulièrement sur le devenir des bacheliers, sur la formation professionnelle des chômeurs et sur l'accès à l'emploi des personnes handicapées. Une trentaine de fiches thématiques résumant la situation sociale en 2004 par une sélection d'indicateurs illustrée de graphiques, de tableaux et de défi-

nitions. Un cadrage international permet de comparer les situations sociales de différents pays, dont ceux de l'Union européenne, sur l'emploi, le chômage, l'éducation, la consommation, les modes de vie, l'état de santé de la population et la protection sociale.



Santé publique

Sommaire 2005/2, juin 2005

Éditorial

- La DGS a publié son programme quinquennal de promotion de la santé, J.-P. Deschamps

Études

- Évaluation de la qualité de vie d'enfants de 6 à 12 ans présentant des troubles psychologiques : construction et premières étapes de validation du KidIQoL, outil de mesure sur ordinateur, M. Gayral-Taminh, C. Bravi, M. Depond, F. Pourre, T. Maffre, J.-P. Raynaud, H. Grandjean
- Validité des épreuves du repérage des troubles du langage et des apprentissages de l'enfant de 6 ans (ERTLA 6), étude prospective, C. Loos-Ayav, B. Roy, J.-P. Blanc, E. Aptel, C. Maeder, A. Kipffer-Piquard, F. Alla

- Écopathologie tropicale : ulcère de Buruli par monts et par vaux, V. Stoffel, B. Barthelmé, F. Chagué
- Les représentations des cancers liés au tabac chez les jeunes de l'Île de la Réunion, C. Giacomoni, A. Magnan, A. Hubert, I. Stojic, A. Dandé
- La prévention du sida en milieu scolaire : pratiques d'enseignants de biologie en France et au Congo, M. Sacadura, P. Marzin, F. Charbonnier
- Le dossier de liaison du patient dépendant à domicile : complément ou alternative au dossier électronique ? P. Perrot, F. Baudier, B. Schmitt

Politiques

- Les maisons médicales de garde en France, S. Gentile, B. Devictor, E. Amadeï, J. Bouvenot, A.C. Durand, R. Sambuc

Pratiques

- Le diplôme interuniversitaire de tabacologie et d'aide au sevrage : bilan pédagogique et impact sur l'activité professionnelle, A. Le Louarn, F. Jung, A. Kruchen, E. Quoix
- Consultations dentaires au CHU de

Toulouse : place des soins conservateurs, E. Prats, M.E. Lauret, F. Diemer, P. Calas

- Évaluation de l'unité spécialisée d'accueil des suicidants adultes au CHU d'Angers, S. Fanello, E. Parot, G. Germain, B. Gohier, C. Casanova, J.B. Garre
- L'utilisation des données de la littérature dans les projets en éducation nutritionnelle : enquête qualitative, C. Lonfils, T. Nguyen, D. Piette
- Fréquence des démences et prédémences chez les personnes âgées demandant l'allocation personnalisée d'autonomie dans la Nièvre, C. Carrin-Maudet, L. Abidh, M.H. Garnier, T. Schulz, D. Refait

Lectures

Santé publique

BP 7

2, avenue du Doyen-J.-Parisot
54501 Vandœuvre-lès-Nancy Cedex
Téléphone : 03 83 44 87 00

cancer

Cancer : toutes les réponses à vos questions

Philippe Jeanteur

Dialogue médecin-malade, John Libbey eurotext, novembre 2004, 240 pages, 19 euros.

Le Pr Philippe Jeanteur rassemble dans cet ouvrage toutes les questions sur le cancer qu'il a pu collecter au fil des années auprès de ses patients ou de ses collègues, et auxquelles il répond dans un style simple et clair. Sont abordés successivement : les causes et les mécanismes du cancer, l'environnement, la prévention, le dépistage et la prédisposition, l'évolution de la maladie, le diagnostic, les traitements classiques, la grossesse, la fertilité et la sexualité face au cancer, les nouveaux traitements



et essais thérapeutiques, l'éthique en cancérologie, l'organisation des soins et de la recherche... Ce guide s'accompagne de nombreuses annexes et d'un index.

professionnels de santé

Démographie des professionnels de santé

ONDPS. Paris, La Documentation française, octobre 2004, 5 tomes, 48 euros.

L'Observatoire national de la démographie des professions de santé (ONDPS) a publié le résultat de ses travaux

sur les professionnels de santé. Le premier tome *Les effectifs et l'activité des professionnels de santé*, met en perspective l'évolution des effectifs des professionnels de santé avec celle de leur activité et de leur métier au plan national. Le tome 2 *Les médecins : projections démographiques à l'horizon 2025* présente des projections du nombre de médecins par région et par spécialité. Cependant ces projections ne doivent pas être

considérées comme des prévisions, mais plutôt comme des scénarios permettant de mettre en évidence l'impact potentiel de telle ou telle décision politique ou modification de comportement sur la démographie médicale. Le tome 3 *Analyse de trois professions : sages-femmes, infirmières, manipulateurs d'électroradiologie médicale* dresse un état des lieux des carrières et des trajectoires, des pratiques et des conditions de travail ainsi que les perspectives et les enjeux de ces trois professions. Le tome 4 *Démographie régionale de cinq professions de santé de premier recours*, décrit les disparités cantonales de l'offre de soins de premier recours des médecins généralistes, des infirmiers, des masseurs-kinésithérapeutes, des pharmaciens d'officine et des chirurgiens-dentistes, analyse l'état des lieux et fait le bilan des expériences et des dispositifs au niveau régional. Enfin, le dernier tome propose une synthèse générale basée sur les principaux enseignements qui se sont dégagés de l'ensemble des travaux.



Europe

Les indicateurs sociaux dans l'Union européenne : avancé et perspectives

Drees, *dossiers solidarité et santé*, n° 2, avril-juin 2004. Paris, La Documentation française, 2004, 200 pages, 11,20 euros.

En août dernier, la Drees a publié un dossier consacré à la protection sociale avec un aperçu de la situation de dix nouveaux membres de l'Union européenne. Le présent numéro passe en revue les étapes accomplies dans le domaine des retraites et des indicateurs de cohésion sociale permettant de comparer les politiques mises en œuvre dans les différents États, avant d'évoquer les perspectives à venir dans le

domaine des personnes privées de logement et de la santé. Des avancées récentes ont été accomplies dans le domaine des indicateurs de la cohésion sociale, mais la diversité tant institutionnelle que culturelle des États de l'Union montre que chaque pays a une manière particulière d'intervenir auprès des sans-abri et dispose d'un système de mesure qui lui est propre. Ce dossier s'achève par les travaux de recherche menés depuis dix ans par le groupe « Euro-Rêves » et visant à mettre en place des indicateurs relatifs à la santé des populations européennes. Ces travaux, qui ont abouti à des propositions en matière d'instruments de mesures et d'indicateurs synthétiques, auront sans doute comme débouché prochain la mise en place d'un système d'enquêtes sur la santé au niveau européen.

médicaments

Médicaments anti-infectieux en pathologies communautaires

Ministère de la Santé et de la Protection sociale, Afssaps, *Commission de la transparence*, novembre 2004, 152 pages.

Ces fiches de transparence proposent une information synthétique, issue de l'évaluation scientifique réalisée par la Commission de la transparence et l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé, sur les principales classes de médicaments à visée anti-infectieuse en France. Elles fournissent aux prescripteurs des informations pratiques (choix, précautions

d'emploi, effets indésirables, interactions, contre-indications, posologie, durée du traitement...) sur les différents médicaments disponibles dans les situations pathologiques infectieuses les plus couramment rencontrées en pratique quotidienne; elles identifient, le cas échéant, les médicaments génériques correspondants. Pour chaque classe thérapeutique, un tableau synthétique reprend l'ensemble des médicaments disponibles (dénomination commune et nom commercial), les formes pharmaceutiques, la posologie usuelle ainsi que le coût du traitement journalier chez l'adulte. Ces fiches sont destinées à être régulièrement actualisées sur le site Internet de la Commission de la transparence.

protection de l'enfance

L'échec de la protection de l'enfance

Maurice Berger

Paris : Dunod, 2^e édition, novembre 2004, 254 pages.

Il y a en France 270 000 enfants concernés par le dispositif de protection de l'enfance. L'auteur, médecin, professeur d'université en psychologie, chef de service en psychiatrie de l'enfant dans un CHU et vice-président d'une association d'aide à la parentalité a écrit cet ouvrage dans le but de montrer la difficulté de concrétiser positivement la séparation d'un enfant de ses parents. Un enfant confronté à une situation familiale trop difficile pour lui doit être aidé et séparé pour un temps de ses parents : la séparation n'étant alors pas vécue comme un échec mais comme un remède salutaire (le

maintien du lien familial doit être favorisé, mais pas à n'importe quel prix). L'auteur reproche au dispositif français actuel de protection de l'enfance en danger d'être pas assez efficace (surtout pour les enfants menacés en matière de santé mentale, car pas assez à l'écoute des enfants eux-mêmes), d'être parfois trop centré sur ses propres connaissances (sans prendre en compte les travaux offrant des progrès récents sur ce sujet) et de manquer souvent de dispositif d'évaluation (absence de mesure du quotient intellectuel de l'enfant lors de sa première prise en charge, réexposition de l'enfant à une situation qui compromet son développement). Cet ouvrage est divisé en trois parties. La première est consacrée à l'écoute des enfants, la deuxième décrit les dispositifs de prise en charge et la troisième analyse les résultats décevants dus à une certaine inadéquation entre les dispositifs mis en place et les besoins réels d'un certain nombre d'enfants.



Plan psychiatrie et santé mentale

Quatre priorités et deux programmes spécifiques marquent le plan d'actions dans le domaine de la psychiatrie et de la santé mentale. Un premier axe prévu pour six ans tend à réinvestir dans les murs de l'hôpital psychiatrique pour reconstruire, rénover, humaniser et sécuriser ce secteur, tout en rapprochant l'offre hospitalière des centres villes et en expérimentant la présence d'un psychiatre dans les centres 15. Le deuxième axe porte sur l'augmentation des effectifs avec une prévision, d'ici 2008, de 245 à 300 internes supplémentaires en psychiatrie par an et la création de 2 500 postes médicaux et non médicaux. La troisième mesure

est axée sur l'amélioration de la formation des infirmiers et des infirmières à la psychiatrie (pour pallier la disparition de la formation spécifique en psychiatrie en application d'une directive européenne de 1994). Cette amélioration se concrétiserait par la mise en place d'un double dispositif d'accompagnement durant la première année d'exercice qui comprendrait une formation d'adaptation à l'emploi (une mise en situation professionnelle) et un dispositif de compagnonnage/tutorat (entre l'infirmier expérimenté et le nouveau collègue). Le quatrième point concerne le développement de l'offre sociale et médico-sociale : si les 10 000 patients hospitalisés

Programme de prévention contre les méfaits du cannabis

Le 2 février dernier, le ministre de la Santé a lancé une campagne sur les méfaits de la consommation du cannabis, première campagne médiatique européenne et deuxième du genre au monde. Le programme de cette campagne vise à modifier l'image du cannabis, à faire prendre conscience aux jeunes de la réalité des risques sanitaires liés à sa consommation : celle-ci a presque triplé en dix ans (on dénombre aujourd'hui 850 000 consommateurs réguliers, dont 450 000 quotidiens) et atteint un public de plus en plus jeune car, à

16 ans, près d'un garçon sur dix (9 %) est consommateur régulier. Or la période de l'adolescence, pendant laquelle le cerveau est encore en phase de maturation, est particulièrement critique et la concentration en THC (tétrahydrocannabinol) dans le cannabis a augmenté en trente ans de 2 à 5 fois. Dorénavant, les effets néfastes de la consommation de cannabis sont identifiés : altération de la perception et de la mémoire immédiate pouvant entraîner une chute des résultats scolaires, altération des relations avec l'entourage et

Plan « santé au travail »

Le plan gouvernemental « santé au travail » présenté par le ministre de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale et par le ministre délégué aux Relations du travail, vise à réduire les risques sanitaires en milieu professionnel d'ici cinq ans. Vingt-trois mesures ont été arrêtées dans le but de diminuer les risques professionnels par une meilleure connaissance des dangers. La création d'une

agence publique chargée de la santé au travail dont la mission est d'expertiser et d'évaluer les risques est la mesure phare de ce plan : intégrée dans un premier temps à l'Agence française de sécurité sanitaire environnementale (Afsse), elle sera opérationnelle en 2009. L'Institut de veille sanitaire (InVS) doit également s'impliquer dans ce dispositif en consolidant notamment le réseau Sentinelles